

François Hollande et Jean-Marc Ayrault ont procédé, hier, à un remaniement à minima. Le gouvernement compte désormais 20 ministres et 18 ministres délégués. Trois sénateurs et un proche de Ségolène Royal font leur entrée. Nicole Bricq hérite du Commerce extérieur.

# Quatre nouveaux ministres dans le gouvernement Ayrault

Un remaniement homéopathique. Mais un remaniement plus compliqué que prévu. Quatre jours après avoir obtenu la majorité absolue à l'Assemblée, François Hollande et Jean-Marc Ayrault se sont contentés, hier, de retoucher le gouvernement à la marge. Inutile de procéder à des chamboulements - comme avaient été contraints de le faire Nicolas Sarkozy et François Fillon en 2007. Cette fois, tous les ministres en lice aux législatives l'ont emporté et ont donc été reconduits au gouvernement.

Mais le chef de l'Etat et son Premier ministre ont profité de ce renouvellement pour créer de nouveaux portefeuilles (Commerce extérieur, Agroalimentaire, Formation professionnelle, Décentralisation), apaiser des déceptions, atténuer quelques tensions. Le tout en améliorant la parité et en faisant monter des têtes nouvelles. Signe de la difficulté de ces ajustements, il a fallu attendre de longues heures avant que le secrétaire général de l'Elysée, Pierre-René Lemas, vienne révéler, à 20 h 45, la composition du gouvernement Ayrault II, réuni ce matin en Conseil des ministres.

Si personne n'en sort, quatre personnalités font leur entrée au gouvernement. Toutes pour la première fois. Thierry Repentin d'abord. Vice-président de la commission des



De gauche à droite : Thierry Repentin, Anne-Marie Escoffier, Hélène Conway et Guillaume Garot.

Affaires économiques du Sénat, ce proche de Jean-Pierre Bel hérite de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage.

## Un signal à Ségolène Royal

Sénatrices elles aussi, la PRG Anne-Marie Escoffier et la PS Hélène Conway prennent respectivement le portefeuille de la Décentralisation et celui des Français de l'étranger. Les sénateurs de gauche avaient justement manifesté leur grogne de n'être représentés, dans le gouvernement Ayrault I, que par Nicole

Bricq, la ministre de l'Ecologie. Cette dernière change au passage d'attribution : elle prend le Commerce extérieur et abandonne l'Ecologie à Delphine Batho. Laquelle devient ministre de plein exercice et ne dépend plus de la garde des Sceaux, Christiane Taubira, avec laquelle elle avait du mal à s'entendre.

Le quatrième arrivant au gouvernement a pour nom Guillaume Garot (à l'Agroalimentaire). Avec lui, c'est à Ségolène Royal que François Hollande envoie un signal, après la

défaite de cette dernière aux législatives. Il était son porte-parole pendant la primaire socialiste.

L'ancien communiste Robert Hue reste sur la touche. Tout comme Alain Rousset, le président PS de la région Aquitaine qui était pressenti pour le gouvernement afin de libérer la présidence de l'Association des régions de France à... Ségolène Royal. Sur son compte Twitter, la finaliste de la présidentielle de 2007 a démenti hier être intéressée par le poste.

PIERRE-ALAIN FURBURY

## Les portefeuilles économiques complétés

**Un ministre de plein exercice au Commerce extérieur, un délégué à la Formation professionnelle et le rattrapage d'un oubli, la Consommation.**

### COMMERCE EXTÉRIEUR

Le commerce extérieur est doté d'un ministre de plein exercice, en l'occurrence Nicole Bricq qui n'aura occupé que quelques semaines le portefeuille de l'Ecologie. L'ancienne rapporteure socialiste à la commission des Finances du Sénat va devenir le « VRP » de la France dans le monde. Un rôle que ne pouvait pas assumer Pierre Moscovici, le patron de Bercy, très pris par les turbulences de la zone euro. Le déficit extérieur reste l'un des gros points noirs de l'économie. Il a atteint 70 milliards d'euros en 2011, tandis que le nombre d'entre-

prises exportatrices est en diminution constante depuis dix ans.

### FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Le sénateur Thierry Repentin, quarante-neuf ans, nommé hier ministre délégué chargé de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage auprès de Michel Sapin, est d'abord un spécialiste reconnu de la question du logement. Il est président du mouvement HLM depuis décembre 2008. La formation professionnelle n'a que peu été abordée par François Hollande dans la campagne présidentielle, mais elle risque de devenir un des sujets de crispation dans les mois qui viennent. En raison de la montée du chômage d'abord. Mais aussi parce que les régions espèrent bien, à

l'occasion du mouvement de décentralisation annoncé, récupérer le pilotage exclusif des actions de formation, ainsi que les financements (aujourd'hui en partie gérés par les partenaires sociaux) qui vont avec.

### CONSOMMATION

En confiant le dossier de la consommation à Benoît Hamon, déjà ministre de l'Economie sociale et solidaire, l'exécutif donne un signal aux associations de consommateurs. Au sein du premier gouvernement Ayrault, celle-ci relevait des attributions du ministre de l'Economie mais sans mention explicite, ce qui avait étonné certains observateurs. « Au nom du consommateur, on a fini par affaiblir les producteurs », avait en outre déclaré François Hollande devant le

Conseil économique, social et environnemental, laissant penser que la lutte pour le pouvoir d'achat serait délaissée au profit de celle pour l'emploi. Plusieurs dossiers seront sur le bureau de Benoît Hamon. François Hollande a indiqué qu'il instaurerait la procédure d'action de groupe, permettant à des consommateurs ayant subi un même préjudice d'attaquer de manière collective. « Il faudra trouver une procédure équilibrée, qui évite les dérives de la "class action" américaine », avait-t-il précisé. Le patronat y est très hostile. Le sort du projet de loi Lefebvre sur la consommation, interrompu par la campagne et notamment destiné à encadrer les contrats d'affiliation des magasins indépendants, sera aussi un dossier test.

SERVICE FRANCE